

AG 2017 Rapport moral du Président

Vous le savez chers membres : de larges régions d'Europe ont été touchées par la contamination radioactive due à la catastrophe de Tchernobyl. On nous a un temps vendu que le nuage radioactif s'était arrêté à la frontière est de l'hexagone : mais nul ne croit plus à cette fable. Aujourd'hui en 2017, près de cinq millions de personnes continuent de vivre sur un sol contaminé (principalement en Ukraine, en Russie et au Bélarus), affrontant comme elles peuvent les conséquences des radionucléides sur leur santé. Et ce sont plus de 600 000 personnes qui ont dû participer, au péril de leur vie, à la décontamination partielle du site. Dans la région de Bryansk, en Russie, la plupart des communautés catégorisées en « zone d'évacuation » n'ont jamais été évacuées.

Les forêts de ces régions (Poliske, Novozybkov, Narodytchi,...) sont devenues de grands entrepôts de contamination radioactive. Le césium 137 y est un contaminant clé. En raison de sa période de radioactivité, ce césium pose un danger pour des siècles à venir. Que ce soit par des feux de forêt ou par la migration de contaminants radioactifs à travers les écosystèmes, les communautés avoisinantes resteront toujours exposées aux radiations.

La catastrophe est toujours en cours. On ne sait toujours pas vraiment comment la traiter. Pour ce qui est du pansement, une arche de confinement vient d'être posée fin 2016 au-dessus des débris du réacteur, soit plus de 30 ans après la catastrophe, et douze ans après la date de livraison initialement prévue. Son coût, plusieurs fois réévalué à la hausse, s'élève à environ deux milliards d'euros.

Les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl sont aujourd'hui encore sujettes à débats. Et pour cause : ni les industriels nucléaires, ni les gouvernements qui les soutiennent n'ont fait leur travail pour établir un bilan sérieux de l'accident. L'URSS avait tout fait pour le minimiser. Aucun registre n'a été tenu.

De son côté, l'Agence internationale de l'énergie atomique a avancé le chiffre fantaisiste de 4000 morts ! L'Académie des sciences de l'Etat de New York a publié, fin 2009, des études de scientifiques russes, bélarusses et ukrainiens qui n'avaient jusqu'alors jamais été traduites en anglais. D'après ces études, le nombre de décès causés par les retombées de l'accident de Tchernobyl se situerait entre 600 000 et 900 000. Et ce sont plus de 350 000 personnes qui, du jour au lendemain, ont été déplacées, arrachées à leur vie, déportées dans l'inconnu.

Par ailleurs, l'aide financière diminue progressivement pour les survivants de Tchernobyl. Conséquence : la capacité des pouvoirs publics à contrôler la sécurité alimentaire s'amenuise, de même que le niveau des mesures de protection et le suivi scientifique de la radioactivité et des conséquences sanitaires. Par conséquent, les risques d'exposition aux radiations pour les habitants des zones contaminées perdurent.

Or, si les analyses de radioactivité sur les produits alimentaires dans les zones contaminées ont été réduites voire interrompues par les gouvernements, les habitants continuent pourtant de manger et de boire des produits contenant des taux dangereusement élevés de radioactivité.

Depuis avril 2016, les projecteurs du 30^{ème} anniversaire se sont éloignés, pourtant nous continuons d'apporter les preuves de la poursuite de la catastrophe initiée en 1986. Alors qu'en Ukraine et en Russie on déclassé arbitrairement les zones radioactives, TOUS LES ENFANTS ukrainiens et russes, mesurés à l'été 2016 par le biais de notre association à l'hôpital de Narodytchi et par l'institut de radioprotection indépendant Belrad de Minsk, restent contaminés par du césium 137 par le biais de la chaîne alimentaire !

Pour toutes ces petites têtes blondes ou brunes que nous connaissons, pour leurs frères, sœurs et amis, nous avons le devoir et la responsabilité de continuer à dénoncer le mensonge et le déni et d'agir pour les combattre.

Thierry Meyer, le 22 décembre 2016#